



75 UNIVERSITÉS AUTONOMES AU 1^{er} JANVIER 2011

La loi du 10 août 2007 sur l'autonomie des universités leur donne les moyens de bâtir un projet d'établissement, faire des choix stratégiques de recherche et de formation, mener une véritable politique de recrutement, gérer un budget global. Elle leur confie également, en plus de la recherche et de l'enseignement, une nouvelle mission : l'insertion professionnelle de ses étudiants.

Cette loi constitue le socle de la réforme de l'enseignement supérieur avec pour objectif de donner aux universités les moyens et la liberté indispensables pour être plus réactives dans la compétition mondiale de la connaissance.

1. PRES DE 90 % DES UNIVERSITES AUTONOMES AU 1^{ER} JANVIER 2011

La loi prévoit que toutes les universités françaises seront autonomes à l'horizon 2012. 18 universités le sont déjà depuis le 1^{er} janvier 2009, 33 autres ont accédé à l'autonomie le 1^{er} janvier 2010, et 24 autres y accéderont au 1^{er} janvier 2011, soit 75 universités autonomes ce qui représente près de 90 % des universités françaises.

24 NOUVELLES UNIVERSITES AUTONOMES AU 1ER JANVIER 2011

Amiens • Arras • Bordeaux 3 • Bordeaux 4 • Caen • Chambéry • Evry • Grenoble 2 • Le Havre • Le Mans • Lille 1 • Nancy 2 • Nîmes • Nouvelle-Calédonie • Orléans • Paris 1 • Paris 3 • Paris 4 • Paris 9 • Perpignan • Reims • Réunion • Rouen • Toulouse 2.

A ces universités s'ajoutent 7 établissements :

Ecole normale supérieure de Cachan • Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Bourges • Ecole nationale supérieure de Chimie de Montpellier • Ecole centrale de Nantes • Ecole nationale d'ingénieurs de Tarbes • Institut national des sciences appliquées de Rouen • Chimie Paris Tech

75 UNIVERSITÉS AUTONOMES AU 1^{ER} JANVIER 2011

 Universités autonomes au 1^{er} janvier 2011

 Universités autonomes depuis le 1^{er} janvier 2010

 Universités autonomes depuis le 1^{er} janvier 2009



PLUS DE 1 333 200 ETUDIANTS CONCERNES

Universités	Spécialités	Étudiants
Aix-Marseille 1	Pluridisciplinaire	22300
Aix-Marseille 2	Pluridisciplinaire	20500
Aix-Marseille 3	Droit et science politique, Economie, Gestion	21600
Amiens	Pluridisciplinaire	22400
Angers	Pluridisciplinaire	18500
Avignon	Pluridisciplinaire	6500
Arras	Pluridisciplinaire	14000
Besançon	Pluridisciplinaire avec Santé	19900
Bordeaux 1	Sciences, technologies	9000
Bordeaux 2	Santé, Sciences, Sciences humaines	17900
Bordeaux 3	Lettres et sciences humaines	15200
Bordeaux IV	Droit-Economie-SHS	18200
Brest	Pluridisciplinaire avec santé	18300
Caen	Pluridisciplinaire	24300
Cergy-Pontoise	Droit Economie SHS	17300
Chambéry	Pluridisciplinaire	11300
Clermont Ferrand 1	Pluridisciplinaire	15300
Clermont-Ferrand 2	Pluridisciplinaire	13900
Compiègne	Technologique	3300
Corte	Pluridisciplinaire	6800
Dijon	Pluridisciplinaire, avec santé	26900
Evry	Droit et SHS	9300
Grenoble 1	Sciences santé	16700
Grenoble 2	Pluridisciplinaire	17800
La Rochelle	Pluridisciplinaire	7200
Le Havre	Droit et SHS	7000
Le Mans	Droit et SHS	10100
Lille 1	Scientifique	18400
Lille 2	Droit et santé	26600
Limoges	Pluridisciplinaire	14200
Littoral	Lettres et SHS	10800
Lorient	Pluridisciplinaire	8200
Lyon 1	Sciences et technologies	34400
Lyon 3	Droit et SHS	22500

Universités	Spécialités	Étudiants
Marne-la-Vallée	Lettres et SHS	11000
Metz	Pluridisciplinaire hors Santé	13600
Montbéliard	Technologique	2500
Montpellier 1	Pluridisciplinaire	21900
Montpellier 2	Scientifique	15300
Mulhouse	Pluridisciplinaire	7900
Nancy 1	Scientifique	18700
Nancy 2	Droit et SHS	16200
Nantes	Pluridisciplinaire avec santé	34100
Nice	Pluridisciplinaire	26500
Nîmes	Pluridisciplinaire	3300
Nouvelle-Calédonie	Droit et SHS	15800
Orléans	Pluridisciplinaire hors santé	15900
Paris 1	Droit et SHS	36500
Paris 2	Droit et Sciences politiques	15200
Paris 3	SHS	17000
Paris 4	Lettres et SHS	23500
Paris 5	Pluridisciplinaire (sauf lettres pures)	32900
Paris 6	Scientifique	29600
Paris 7	SHS et médecine	24800
Paris 9	Droit et SHS	8900
Paris 11	Droit et Sciences	27500
Paris 12	Pluridisciplinaire avec santé	28600
Paris 13	Pluridisciplinaire	21500
Pau	Pluridisciplinaire hors santé	11300
Perpignan	Droit et SHS	9700
Poitiers	Pluridisciplinaire avec santé	24000
Rennes 1	Sciences, santé	24900
Rennes 2	Littéraire et SHS	17000
Réunion	Pluridisciplinaire	11700
Rouen	Pluridisciplinaire plus santé	24200
Reims	Pluridisciplinaire plus santé	21900
Saint-Etienne	Pluridisciplinaire	14200
Strasbourg	Pluridisciplinaire	42200
Toulouse 1	Droit et SHS	18300
Toulouse2	SHS	23000
Toulouse 3	Sciences, Santé	26900
Tours	Pluridisciplinaire	21300
Troyes	Technologique	2200
Valenciennes	Pluridisciplinaire	10500
Versailles	Pluridisciplinaire	14600

2. DE NOUVELLES COMPETENCES POUR LES UNIVERSITES AUTONOMES

- *De nouvelles responsabilités en matière de gestion des ressources humaines pour mener une politique de RH personnalisée*

- ✓ la maîtrise pleine de l'évolution de leur potentiel d'enseignants et de chercheurs : les présidents pourront prendre des actes de gestion et des décisions (*titularisation, détachement, mise à disposition, délégation, avancement*) touchant l'ensemble des personnels afin de gérer leurs effectifs ;
- ✓ la compétence en matière d'attribution des primes aux personnels et de création d'intéressement pour améliorer la rémunération des agents les plus méritants ;
- ✓ la possibilité de recruter des contractuels, sur contrat à durée déterminée ou indéterminée pour :
 - assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche
 - occuper des fonctions techniques ou administratives correspondant à des emplois de catégorie A
 - transformer certains emplois de contractuels en titulaires, à condition que ces emplois soient adossés à des financements pérennes et qu'ils soient intégrés dans la programmation annuelle des ouvertures aux concours.

- *De nouvelles compétences en matière de gestion budgétaire*

- ✓ Les universités autonomes disposent d'un budget global :
 - avant l'autonomie, l'université ne disposait d'une marge de manœuvre que sur près de 25 % du budget. En disposant d'un budget global, les universités auront une totale maîtrise de leurs emplois et de leur utilisation. Ce budget global inclura la gestion des emplois (*ce qui représente pour les 24 universités autonomes en 2011, près de 28900 emplois*) et la masse salariale (*ce qui représente plus de 1.7 Md€ pour ces 24 universités*).

Au total, pour les 75 universités autonomes la masse salariale s'élève à près de 7 Mds €*et représentera près de 126 000 emplois.*

* chiffres prévisionnels

- *Enfin, l'autonomie s'accompagne d'un effort budgétaire sans précédent.*

- ✓ En 2010, les moyens de fonctionnement des universités continuent d'augmenter à hauteur de 6 % en moyenne. Au total, sur la période 2007-2010, la progression moyenne des dotations atteint 19%.

ZOOM SUR LE NOUVEAU SYSTEME D'ALLOCATION DES MOYENS

Corollaire de l'entrée en vigueur de la loi sur l'autonomie, un nouveau système d'allocation des moyens a été instauré en 2009 pour :

- ✓ **Faire entrer délibérément les universités dans la culture de résultat**
 - 20 % de leurs moyens seront désormais distribués en fonction de leur performance en matière de formation et de recherche, contre 3 % avant la réforme
 - grâce à de nouveaux critères : évaluation des laboratoires de recherche, l'insertion professionnelle

- ✓ **Financer équitablement les universités sur la base de la réalité de leur activité**
 - 80 % de leur financement seront attribués en fonction de l'activité
 - pour la formation, les crédits seront alloués sur la base du nombre d'étudiants présents aux examens, et non plus sur celui des étudiants inscrits
 - pour la recherche, la répartition sera fondée sur le nombre d'enseignants-chercheurs publiants.

LA LOI SUR L'AUTONOMIE EN QUELQUES DATES

11 août 2007	Vote de la loi sur les libertés et responsabilités des universités
Octobre 2007	Lancement de la première vague d'audit des universités par l'IGAENR (<i>Inspection Générale de l'Administration de l'Education Nationale et de la Recherche</i>) en vue de leur accession à l'autonomie au 1 ^{er} janvier 2009. 30 universités ont été auditées
11 février 2008	Date butoir pour la modification des statuts des universités, détermination de la composition et du nombre de membres au conseil d'administration
Juillet 2008	Lancement de la seconde vague d'audit des universités par l'IGAENR, en vue de leur accession à l'autonomie au 1 ^{er} janvier 2010. 35 universités sont concernées
24 juillet 2008	Annonce des 18 premières universités autonomes au 1 ^{er} janvier 2009
11 août 2008	Date butoir pour l'élection des nouveaux conseils d'administration, et la nomination des personnalités extérieures
1^{er} janvier 2009	Les 18 premières universités autonomes passent aux compétences élargies
27 juillet 2009	Lancement de la troisième vague d'audits des universités par l'IGAENR, en vue de leur accession à l'autonomie en 2011 et 2012. 19 universités sont concernées
1er janvier 2010	33 nouvelles universités passent à l'autonomie : au total 51 universités sont autonomes
1^{er} janvier 2011	24 nouvelles universités accéderont à l'autonomie, portant à 75 le nombre d'universités autonomes
1^{er} janvier 2012	les 83 universités seront autonomes

3. UNE NOUVELLE DYNAMIQUE DANS LES RAPPROCHEMENTS DES UNIVERSITES : L'EMERGENCE DES PRES

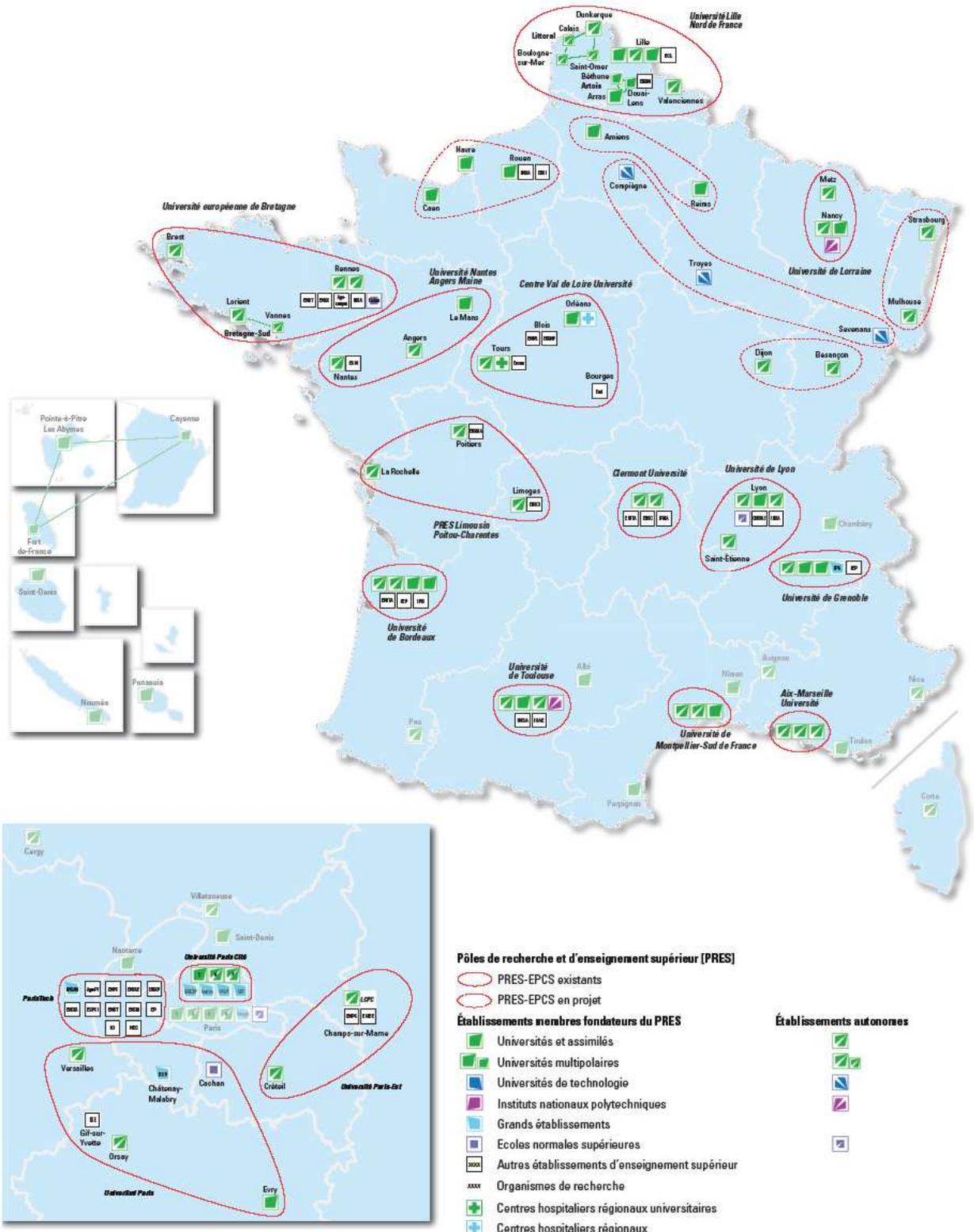
Parallèlement à la mise en œuvre de l'autonomie des universités, le développement des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) a permis d'inscrire les établissements d'enseignement supérieur dans une véritable dynamique de rapprochement, et notamment, avec l'Opération campus, de redessiner le paysage universitaire français.

En effet, les pôles de recherche et d'enseignement supérieur permettent aux différents acteurs (universités, grandes écoles, organismes de recherche) de mettre en cohérence leurs différents dispositifs, de mutualiser leurs activités et de proposer une offre de recherche et de formation plus cohérente et plus lisible.

Depuis leur création en 2006 par le Pacte sur la Recherche, **17 pôles de recherche et d'enseignement supérieur ont été constitués.**

Les pôles de recherche et d'enseignement supérieur (EPCS)

Les membres fondateurs



Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche [MESR]
 Réalisation : Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques [SIES]

Mars 2010

4. FOCUS SUR L'UNIVERSITE DE STRASBOURG



L'Université de Strasbourg est née le 1^{er} janvier 2009, de la fusion des trois universités strasbourgeoises (ULP, UMB, URS), du rattachement de l'IUFM et de l'intégration du Pôle Universitaire Européen (GIP).

1/ Une université attractive pour les étudiants

- **Le développement de jobs étudiants au sein de l'université** (ex : un chargé d'étude dans un laboratoire de recherche, un assistant d'étude dans la mission handicap...). Au total, **ce sont plus de 900 étudiants qui travaillent pour l'université.**

- **La mise en place d'un « pass campus » à l'université** de Strasbourg mais également dans toutes les universités d'Alsace. Ce système novateur permet aux étudiants d'accéder à tous les services de l'université (bibliothèque, restaurant universitaire...), de payer un certain nombre de prestations (ex : photocopies..) et d'accéder aux transports en commun.

- La mise en place des **ressources en ligne** et le **développement des bornes wifi** : 600 bornes wifi dans l'université et 1000 enregistrements de cours en ligne.

- **Le lancement d'une application facebook dédiée à la vie étudiante**, proposée à tous les étudiants des universités d'Alsace à la rentrée 2010. En lançant cette application, les universités d'Alsace, dont celle de Strasbourg, souhaitent accéder aux étudiants régulièrement et facilement pour leur transmettre des informations d'origine universitaire

- **Un nouveau service, né de la fusion, le Service de la Vie Universitaire**, a permis de mettre en cohérence les politiques de vie étudiante en terme d'accueil, de développement du milieu associatif, de citoyenneté, de handicap. Dans ce cadre des actions spécifiques sont développées : en ce qui concerne **l'accueil**, une semaine de rentrée et d'accueil pour les néo-bacheliers et les primo-entrants, ainsi qu'une quinzaine de soutien en FLE (français langue étrangère) pour les étudiants étrangers;

Afin de mieux **accompagner la réussite des étudiants dans leur formation**, ont été mises en place une démarche d'individualisation des parcours d'études et des rythmes de progression et une politique de soutien à la réussite en Licence, étendue aux DUT.

2/ Politique en faveur des personnels

A/ Pour les personnels BIATOSS

Un protocole d'accord sur la politique indemnitaire en faveur de cette catégorie de personnels a été signé le 1^{er} juin avec les organisations représentatives. **Un règlement de gestion** a été défini pour les personnels contractuels BIATOSS en décembre 2009.

B/ Pour les enseignants-chercheurs

Un accord pour les contractuels et les vacataires enseignants est en cours de négociation.

La gestion de la **Prime d'Excellence Scientifique** au niveau de l'établissement a permis des avancées estimées importantes : un plus grand nombre de bénéficiaires a pu être servi, une attention particulière ayant été prêtée, dans ce cadre à la situation de maîtres de conférences (MCF) bénéficiant d'évaluations positives et aux Sciences humaines et sociales.

D'autres mesures ont pu être mises en œuvre par l'établissement, parmi elles : augmentation de 50% du nombre de congés pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) accordés par l'université en 2010 et du nombre d'aménagements de service pour les enseignants du second degré faisant une thèse, etc.

3/ Simplification de la gestion de la recherche

- Le passage à l'autonomie a permis une délégation de gestion aux laboratoires, ce qui leur donne la possibilité de réaliser des achats plus rapidement, de faciliter l'accueil et les déplacements des chercheurs français et étrangers. L'Université de Strasbourg est l'une des premières à avoir franchi le pas !

4/ Evolution de la gouvernance et de l'organisation de l'université

A/ La mise en place de nouveaux modes de gouvernance

Les statuts adoptés par l'Université ont mis en place plusieurs originalités, qui marqueront, au fur et à mesure de leur montée en puissance, la définition de sa stratégie et son fonctionnement institutionnel.

- Les **collégiums**, conçus comme des espaces de réflexion et de coordination, qui réunissent des composantes proches et les unités de recherche des domaines concernés. Les collégiums animent et renforcent le lien entre formation et recherche, permettant ainsi de tirer toute la richesse de la pluridisciplinarité de l'établissement. Tant en matière de réflexion sur l'offre de formation, d'insertion professionnelle que de projets de recherche ou encore sur les emplois, les collégiums vont progressivement permettre la définition d'une stratégie, notamment sur la nouvelle offre de formation de l'université.
- Le **congrès** de l'université, formé des élus des conseils statutaires (CA, CS, CEVU et CTP). Il élit les vice-présidents sur proposition du président et se réunit statutairement au minimum deux fois par an, pour voter le rapport d'activité du président et débattre de la lettre d'orientation budgétaire. En pratique, il est convoqué chaque fois qu'un débat d'intérêt général le nécessite (par exemple, les orientations de l'Opération Campus ou les « Investissements d'avenir »).
- Le **Comité d'Orient Stratégique**, instance composée exclusivement de personnalités extérieures à l'Université de Strasbourg et représentatives de différents champs de la société, qui est appelé à contribuer à la définition de la politique de l'établissement.

B/ Transformation de l'organisation des fonctions administratives et de la gestion

Le passage à l'autonomie a amené l'université à construire un organigramme de ses services centraux qui accorde une large place au pilotage et au contrôle de gestion ainsi qu'à la maîtrise des risques.

C'est ainsi qu'a été créé un **service d'Aide au Pilotage**, fort de 10 personnes, qui a en charge l'ensemble des outils d'observation et d'analyse de l'activité de l'établissement. Il assure l'outillage du dialogue de gestion et le suivi du contrat quadriennal et de la performance de l'établissement. Un **service d'Audit interne** a également été créé qui entreprend en ce moment une cartographie des risques à l'échelle de l'établissement. Enfin, un **service Prospective Développement** a été mis en place, comportant trois personnes, sur des missions de veille

et d'aide à la définition de la stratégie de l'établissement. Ces deux derniers services sont une première dans le paysage universitaire français.

S'appuyant sur les compétences de ces services, l'université a décidé de mettre en œuvre une **démarche Qualité**. Ainsi, cette année, une expérimentation est menée avec plusieurs composantes pour l'évaluation des enseignements.

c/ Mise en place d'un nouvel outil : la fondation partenariale « Université de Strasbourg »

Dès 2008, les trois universités strasbourgeoises se sont emparées de la possibilité offerte par la Loi LRU de créer de nouveaux outils en vue d'accéder à des ressources complémentaires. Avant même la fusion, a ainsi été créée la **fondation partenariale « Université de Strasbourg »**.

La Fondation a trois objectifs essentiels : renforcer les pôles d'excellence en recherche et en enseignement ; augmenter l'attractivité de l'Université pour les personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques, ainsi que pour les étudiants ; favoriser l'accès aux formations de l'enseignement supérieur à des publics défavorisés ou qui ont un handicap particulier.

Pour ne pas multiplier les structures logistiques, dès sa création, la Fondation a mis en place une **mutualisation des moyens** de gestion courante avec la Fondation pour la Recherche en Chimie (fondation de coopération scientifique) qui existait déjà dans le cadre du RTRA Chimie. Si chaque fondation met en pratique les principes énoncés dans ses statuts, une équipe de huit personnes spécialisées et compétentes dans le processus des collectes de fonds a ainsi été rassemblée en une structure fonctionnelle unique.

Ces deux fondations développent deux types de campagne pour récolter des fonds : d'une part, une campagne dite « majeure », sur cinq ans, pour des contacts avec des mécènes et d'autres fondations ; d'autre part, une campagne annuelle qui vise des cibles collectives et d'anciens étudiants. L'Université de Strasbourg est ainsi la première université de France à lancer une campagne dite « majeure », le 1^{er} octobre prochain. **A noter aussi que sur les quinze premiers mois d'existence de la fondation, 5 M€ ont été collectés dont 3,5 M€ en capital.**